

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi et de l'Enseignement;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits inscrits à l'allocation de base 01.10 B du programme JB du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2008, sont répartis partiellement conformément au tableau ci-dessous.

(en milliers d'euros)

Répartition de				Répartition vers			
PR	AB	SC	Montant en milliers d'euros	PR	AB	SC*	Montant en milliers d'euros
JB	01.10 B	CND	1.500	JD	33.04 B	CED	1.500
				JD	33.04 B	COD	1.500

\* SC = SORTE DE CREDIT

**Art. 2.** Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, à la Cour des comptes, au Parlement flamand et au Ministère de la Communauté flamande.

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant les Finances et le Budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 18 juillet 2008.

Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,  
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire,  
D. VAN MECHELEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3450

[2008/203491]

#### 11 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services organisant des activités pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 24, 26 et 30;  
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément sans subventionnement de services organisant des activités pour personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2008;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 29 mai 2008;

Vu l'avis 44.859/2/V du Conseil d'Etat, donné le 26 août 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

#### Titre 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2<sup>o</sup> Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

3<sup>o</sup> Ministre : le Ministre qui a la Politique des personnes handicapées dans ses attributions;

4<sup>o</sup> personne handicapée : toute personne telle que définie à l'article 2 du décret et bénéficiant d'une décision de principe de l'Agence qui conclut au bien-fondé d'une intervention en accueil, hébergement, placement familial, aide précoce, aide à l'intégration, accompagnement ou aide à la vie journalière;

5<sup>o</sup> service : les services visés à l'article 23, alinéas 2 et 3, et à l'article 24 du décret qui organisent une ou plusieurs des activités visées au 6<sup>o</sup>;

6<sup>o</sup> activités : interventions éducatives, thérapeutiques ou sociales à l'intention de personnes, se déroulant pendant une période déterminée et inscrites dans le champ de l'accueil, de l'hébergement, du placement familial, de l'aide précoce, de l'aide à l'intégration, de l'accompagnement ou de l'aide à la vie journalière pour personnes handicapées.

Cette intervention peut se limiter à l'accompagnement de personnes réinsérées en famille ou mise en autonomie dans des logements individuels ou communautaires;

7<sup>o</sup> subrégions : zones géographiques couvertes par les commissions subrégionales de coordination visées aux articles 38 et 39 du décret.

**Titre 2. — Des conditions d'agrément**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Art. 3.** Les services organisant des activités pour personnes handicapées peuvent introduire auprès de l'Agence une demande d'agrément à condition :

- 1° de s'adresser à une population comportant au moins 75 % de personnes handicapées;
- 2° de souscrire aux dispositions en matière de programmation sectorielle visée au chapitre VII.

## CHAPITRE II. — Des obligations relatives à la personne morale et à la direction du service

**Art. 4.** Le service doit être géré par un pouvoir public, une association sans but lucratif ou une fondation créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le service doit être dirigé par un directeur, personne habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

- a) la mise en œuvre et le suivi du projet pédagogique;
- b) la gestion du personnel;
- c) la gestion financière;
- d) l'application des réglementations en vigueur;
- e) la représentation du service dans ses relations avec l'Agence.

§ 2. En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur, l'Agence invite le pouvoir organisateur à prendre, dans un délai qu'elle détermine, les dispositions qui s'imposent. Si à l'expiration de ce délai les dispositions n'ont pas été prises, l'Agence en saisit immédiatement le Comité de gestion qui statue conformément aux dispositions de l'article 37.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. A défaut de la présence du directeur, un membre du personnel désigné à cet effet doit être en mesure, à tout moment, de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et de répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures.

§ 2. Pendant les heures d'ouverture du ou des lieux d'activités, le directeur dispose en permanence du personnel d'encadrement suffisant.

Le directeur veille à la santé et à la sécurité des personnes et porte une attention particulière aux difficultés que celles-ci pourraient rencontrer du fait de leur handicap. Il veille également à ce que l'entretien et la propreté des locaux soient assurés.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les normes minimales de qualification du directeur sont fixées comme suit :

1° lorsque le nombre de personnes est égal ou supérieur à seize, le directeur est au moins porteur d'un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation sociale, pédagogique ou paramédicale du niveau de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice ou de promotion sociale;

2° lorsque le nombre de personnes est inférieur à seize, le directeur est au moins porteur d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures générales, techniques ou professionnelles, à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Comité de gestion de l'Agence peut décider de reconnaître la qualité de directeur à la personne que la personne morale désigne comme tel et ce, quel que soit le diplôme dont il est détenteur, à condition d'avoir une expérience utile de gestion de trois ans minimum dans un des services suivants :

- 1° un service énuméré à l'article 24, deuxième alinéa, du décret;
- 2° un service en régime d'autorisation de prise en charge de personnes handicapées;
- 3° un service agréé ayant pour objet l'accueil ou l'hébergement d'enfants ou de personnes âgées;
- 4° un établissement de soins.

## CHAPITRE III. — Des obligations relatives au personnel d'encadrement

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. A l'exception du personnel affecté à des tâches administratives ou de maintenance, le personnel d'encadrement est au moins porteur d'un des titres suivants :

- 1° diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures;
- 2° certificat d'étude ou certificat de qualification en puériculture;
- 3° certificat d'étude ou certificat de qualification d'auxiliaire familial et sanitaire ou d'auxiliaire polyvalent;
- 4° brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère).

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Comité de gestion de l'Agence peut décider de reconnaître la qualité de membre du personnel d'encadrement que la direction désigne comme tel et ce, quel que soit le diplôme dont ce membre est détenteur, à condition d'avoir une expérience utile d'encadrement ou de prestation de soins de trois ans minimum dans un des services suivants :

- 1° un service énuméré à l'article 24, deuxième alinéa, du décret;
- 2° un service en régime d'autorisation de prise en charge de personnes handicapées;
- 3° un service agréé ayant pour objet l'accueil ou l'hébergement d'enfants ou de personnes âgées;
- 4° un établissement de soins.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les normes minimales des prestations du personnel d'encadrement sont fixées comme suit en ce qui concerne les services organisant des activités partielles, exclusivement en journée ou exclusivement en soirée et la nuit :

1° lorsque le nombre de personnes est inférieur à seize, un membre du personnel d'encadrement preste au moins un quart temps pour les cinq premières personnes, et à partir de six personnes au moins un quart temps supplémentaire par tranche accomplie de trois personnes;

2° lorsque le nombre de personnes est égal ou supérieur à seize, le personnel d'encadrement est composé au moins d'une personne prestant à temps plein par tranche accomplie de sept personnes.

§ 2. Les normes minimales des prestations du personnel d'encadrement sont fixées comme suit en ce qui concerne les services organisant des activités permanentes de jour et de nuit :

1° lorsque le nombre de personnes est inférieur à seize, un membre du personnel d'encadrement preste au moins un quart-temps par personne;

2° lorsque le nombre de personnes est égal ou supérieur à seize, le personnel d'encadrement est composé au moins d'une personne prestant à temps plein par tranche accomplie de quatre personnes.

§ 3. Un emploi à temps plein peut être occupé par plusieurs membres du personnel prestant à temps partiel à condition que chacun d'eux soit porteur du titre requis ou, le cas échéant, justifie de l'expérience utile reconnue en application des dispositions prévues à l'article 8 et que le total des prestations effectuées par ce personnel à temps partiel soit au moins équivalent au total des prestations fournies par un personnel employé à temps plein.

§ 4. Les §§ 1<sup>er</sup> à 3 ne sont pas applicables pour les activités visées à l'article 2, 6°, deuxième alinéa.

**Art. 10.** Le service tient à disposition de l'Agence les copies des diplômes, certificats et attestations exigés des membres du personnel.

Les membres du personnel doivent fournir au service, lors de leur engagement, un certificat de bonne vie et mœurs exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles.

**Art. 11.** Au terme de chaque année, le service transmet à l'Agence pour le 31 mars au plus tard une liste du personnel qu'il a occupé durant cette année. Cette liste est établie selon un modèle défini par l'Agence.

#### CHAPITRE IV. — *Des obligations relatives à la gestion du personnel*

**Art. 12.** Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an.

Le projet de service, ses mises à jour et le rapport annuel d'évaluation de l'activité du service sont établis en concertation avec le personnel d'encadrement et mis à leur disposition en permanence.

**Art. 13.** S'appuyant sur le projet du service, le service établit un plan de formation du personnel d'encadrement qui s'étend au moins sur deux années.

Ce plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés, détermine les objectifs poursuivis. Il décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet du service et le développement des compétences du personnel. Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects. Il reprend tant les formations proposées par l'Agence que d'autres programmes.

Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du Conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

#### CHAPITRE V. — *Des obligations relatives à l'accueil des personnes*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'accueil des personnes est subordonné à la signature d'une convention établie entre la personne morale et la personne ou son représentant légal.

La convention indique au moins :

- 1° l'identité des parties avec mention du domicile, de la nationalité et de la date de naissance de la personne;
- 2° les services assurés à la personne, notamment en matière d'alimentation, d'hygiène, de soins de santé et d'activités d'encadrement;
- 3° le montant de la participation financière couvrant les frais résultant des services rendus;
- 4° sa durée;
- 5° les conditions de résiliation pour chaque partie contractante, notamment la durée du préavis et les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne;
- 6° les risques pris en compte par la police d'assurance couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre;
- 7° dans le respect du libre choix du médecin par la personne ou, le cas échéant, par son représentant légal, l'identité et les coordonnées du médecin habilité à superviser la délivrance des médicaments et les soins donnés à la personne;
- 8° les jours et heures d'ouverture du service;
- 9° les modalités de la protection de la personne quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées à la direction, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
- 10° les modalités de l'accès du lieu de prise en charge à la famille, aux amis, aux ministres des cultes et aux conseillers laïcs dont la présence est demandée par la personne ou son représentant légal;
- 11° que la direction garantit à la personne le respect de sa vie privée, de ses convictions idéologiques, philosophiques et religieuses, ainsi que des bonnes mœurs et des convenances;
- 12° que la personne ou son représentant légal a le droit d'être informé de façon complète sur toutes les questions touchant à son accueil.

§ 2. La conclusion de la convention ne peut pas être postérieure à l'accueil effectif de la personne.

§ 3. Les services communiquent, dans les trois jours, au bureau régional couvrant la zone géographique dont ils ressortent, les avis d'entrée et de sortie des personnes handicapées qu'ils accueillent ou hébergent.

**Art. 15.** Le montant de la participation financière visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, en ce qui concerne les personnes handicapées, ne peut excéder 150 % des montants prévus aux articles 40 à 47 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

**Art. 16.** Peuvent être exigés en supplément à ce montant maximum et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

- 1° la partie du coût qui reste à charge de la personne handicapée dans les frais de prothèse;
- 2° les frais de transport exposés par la personne handicapée pour se rendre du lieu du service vers sa résidence, son lieu de travail ou un établissement d'enseignement et inversement;
- 3° les frais scolaires;
- 4° les frais spécifiques liés à l'incontinence;
- 5° les frais d'aides techniques telles que les voiturettes et autres dispositifs mécaniques ou électriques;
- 6° la part des frais pharmaceutiques non couverts par l'intervention d'un organisme assureur;
- 7° les frais exposés en vue d'assurer à la personne handicapée, à sa demande ou à la demande de son représentant légal, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs ne répondant pas à des besoins vitaux.

CHAPITRE VI. — *Des obligations relatives aux locaux et aux installations*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Outre leur accessibilité en fonction du handicap des personnes, les lieux d'activités pendant la journée doivent répondre aux normes minimales suivantes :

- 1° être régulièrement entretenus et faire l'objet de toutes les mesures d'hygiène et de prophylaxie nécessaires;
- 2° être équipés pour prévenir et combattre l'incendie;
- 3° être suffisamment aérés et éclairés et disposer d'une température minimale de 20 degrés centigrades lorsqu'ils sont accessibles aux personnes;
- 4° être sécurisés quant à l'ouverture et la fermeture des fenêtres et des portes et quant à l'accès aux abords;
- 5° être fonctionnels et suffisamment équipés en ce qui concerne la cuisine et le mobilier. Ce dernier sera adapté aux handicaps des personnes;
- 6° être équipés d'installations sanitaires séparées, convenables et en nombre suffisant comprenant au moins une toilette pour dix personnes;
- 7° être équipés de lavabos installés près des toilettes et de la salle à manger.

§ 2. Outre le respect des normes minimales prévues au § 1<sup>er</sup>, le lieu d'hébergement doit répondre aux normes minimales suivantes :

- 1° être doté de chambres aménagées de façon à permettre une surveillance aisée dans le respect strict de la vie privée et où l'espace réservé aux personnes ne peut être inférieur à :
  - a) 8 m<sup>2</sup> par personne en chambre individuelle;
  - b) 3 m<sup>2</sup> par personne de moins de 3 ans, 5 m<sup>2</sup> par personne de 3 à 5 ans ou 6 m<sup>2</sup> par personne de plus de 5 ans en chambre collective, l'espace entre les lits en longueur comme en largeur, ne pouvant être inférieur à 80 centimètres;
- 2° être équipé d'une baignoire ou d'une douche sécurisées par tranche de douze personnes;
- 3° être équipé d'un éclairage de nuit.

§ 3. Outre le respect des normes minimales prévues aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, la mise en autonomie dans des logements individuels ou communautaires visée à l'article 2, 6°, dernier alinéa, ne peut concerner plus de six personnes par lieu d'hébergement.

**Art. 18.** L'installation d'un système de télésurveillance dans un lieu d'hébergement est soumis à l'autorisation du Comité de gestion de l'Agence.

Le système de télésurveillance doit être le moyen le plus approprié pour garantir aux personnes concernées la sécurité et la qualité de soins qu'exige leur handicap.

Son installation doit être acceptée par la personne ou son représentant légal, sans que leur refus n'entraîne la résiliation de la convention.

L'enregistrement des images est interdit sauf dans un but thérapeutique.

Le Comité de gestion de l'Agence recueille l'avis du Conseil d'avis compétent.

CHAPITRE VII. — *Des obligations en matière de programmation sectorielle*

**Art. 19.** Pour introduire auprès de l'Agence une demande d'agrément, les services doivent répondre à une des conditions de programmation suivantes :

- 1° développer une offre de services ou de prise en charge complémentaires à celles proposées par les services résidentiels, d'accueil de jour, placement familial, aide précoce, aide à l'intégration, accompagnement ou aide à la vie journalière agréés et subventionnés de leur subrégion;
- 2° proposer une offre de services ou de prise en charge non ou insuffisamment développées dans leur subrégion;
- 3° encadrer des personnes handicapées relevant de catégories pour lesquelles l'offre de services proposée par les services résidentiels, d'accueil de jour, placement familial, aide précoce, aide à l'intégration, accompagnement ou aide à la vie journalière agréés et subventionnés de leur subrégion est insuffisante ou inexistante.

**Art. 20.** Préalablement à sa décision, l'Agence sollicite l'avis des commissions subrégionales de coordination quant aux situations de programmation visées à l'article 19.

**Titre 3. — L'agrément des services**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la demande d'agrément*Section 1<sup>re</sup>. — *La demande de premier agrément*

**Art. 21.** La demande de premier agrément est adressée à l'Agence par lettre recommandée à la poste, ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi. Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1° un projet de service établissant le mode d'élaboration et de suivi des projets individuels;
- 2° un règlement d'ordre intérieur;
- 3° une note indiquant la nature et le type d'activités mises en place et le nombre de personnes que l'on se propose d'encadrer, leur sexe et leur âge;
- 4° l'identité du directeur du service, son extrait de casier judiciaire, datant de moins de trois mois, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction et criminelles, ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 5;
- 5° une copie du ou des diplômes du directeur;
- 6° une attestation délivrée depuis moins d'un an par le service communal ou le service régional d'incendie concernant la conformité du ou des lieux d'activité pour les services qui accueillent de manière collective les personnes. Cette attestation doit stipuler la capacité d'accueil et la nature des infrastructures;
- 7° les références utiles pour la recherche des statuts du service au *Moniteur belge*;
- 8° un modèle de la convention-type conclue entre les personnes et le gestionnaire.

Le règlement d'ordre intérieur indique au moins :

- 1° l'identification exacte (dénomination, siège, nature, forme juridique) de la personne juridique chargée de la gestion du service;
- 2° les objectifs du service et l'ensemble des activités offertes par celui-ci;
- 3° le cas échéant, les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des personnes telles que l'âge, le sexe, et le ou les handicaps;

4° les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne du service et la durée du préavis;

5° les modalités d'introduction des réclamations, des suggestions et des remarques éventuelles et leur mode de traitement;

6° les droits et obligations mutuels des personnes, de leur représentant légal et du service;

7° les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par le service.

**Art. 22.** Dans les trente jours de l'envoi de la demande de premier agrément, l'Agence adresse au demandeur un avis de réception du dossier, si celui-ci est complet.

Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété.

Dans les trente jours de l'envoi du dossier complété, l'Agence adresse au demandeur un avis de réception dudit dossier et précise si celui-ci est à présent complet.

#### Section 2. — La demande de renouvellement de l'agrément

**Art. 23.** La demande de renouvellement est introduite auprès de l'Agence par lettre recommandée, ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, au plus tard six mois avant l'expiration de la validité de l'agrément. Le délai de six mois est réduit à deux mois si l'agrément est accordé pour une durée inférieure ou égale à un an.

**Art. 24.** La demande de renouvellement doit être accompagnée des documents prévus à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>.

En cas de modifications apportées aux documents exigés à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, les documents modifiés sont joints.

**Art. 25.** Le service reste provisoirement agréé jusqu'à la décision du Comité de gestion de l'Agence.

#### CHAPITRE II. — De la décision d'agrément

**Art. 26.** Les services d'inspection de l'Agence évaluent le respect par le service des différentes conditions et normes d'agrément visées au titre II. Un rapport sur cette évaluation est adressé aux membres du Comité de gestion aux fins de l'éclairer dans sa décision.

**Art. 27.** Le Comité de gestion statue dans les deux mois suivant la réception du dossier complet de premier agrément ou de renouvellement.

**Art. 28.** La décision de l'Agence mentionne :

1° la date de début et de fin d'agrément;

2° la nature et le type d'activités autorisées;

3° le nombre maximum de personnes pouvant être encadrées;

4° le ou les lieux où se déroulent les activités du service.

**Art. 29.** L'agrément est accordé pour une période de trois ans maximum. Il peut être renouvelé.

### Titre 4. — Du subventionnement des services agréés

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Art. 30.** Dans les limites des crédits disponibles, les services agréés dans le cadre du présent arrêté peuvent bénéficier, à leur demande, d'une subvention annuelle au titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement.

Les frais de personnel et de fonctionnement ne peuvent donner lieu à une subvention que s'ils ne sont pas couverts par une autre source de financement.

#### CHAPITRE II. — Calcul de la subvention

**Art. 31.** Le montant de la subvention annuelle pour l'année concernée est calculé comme suit :

1° pour chaque service et, pour chaque catégorie de prise en charge A, B et C, tels que définis à l'article 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, le nombre d'équivalent(s) temps plein (ci-après "E.T.P.") de personnes handicapées ayant bénéficié d'activités du service agréé au cours de l'année civile précédente est calculé comme suit, quel que soit l'âge de la personne handicapée.

L'équivalent temps plein de chaque personne ayant fréquenté le service au cours de l'année concernée est égal à la division par 365 du nombre de jours compris entre :

- la date d'entrée dans le service de cette personne handicapée si la date d'entrée est dans l'année civile concernée, ou le 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée si l'entrée a eu lieu avant le 1<sup>er</sup> janvier de cette année civile;

- et la date de sortie du service de cette personne handicapée si la date de sortie est dans l'année civile concernée ou, le 31 décembre de cette année civile si la date de sortie est postérieure à l'année concernée ou non renseignée.

Le jour d'entrée dans le service et le jour de sortie du service sont inclus dans le nombre de jours pris en considération pour ce calcul.

La somme des résultats obtenus pour chaque personne par catégorie de handicap constitue le nombre d'ETP du service. Cette somme ne peut excéder la capacité agréée du service;

2° le nombre de points du service agréé est obtenu par la somme des résultats d'ETP du service pour chaque catégorie de handicap multiplié par un coefficient égal à :

- 0,175 pour la catégorie A si le service organise des activités en journée;

- 0,1775 pour la catégorie B si le service organise des activités en journée;

- 0,25 pour la catégorie C si le service organise des activités en journée;

- 0,705 pour la catégorie A si le service assure une prise en charge de nuit uniquement;

- 0,7275 pour la catégorie B si le service assure une prise en charge de nuit uniquement;

- 0,75 pour la catégorie C si le service assure une prise en charge de nuit uniquement;

- 0,78 pour la catégorie A si le service assure des activités en journées et une prise en charge de nuit;

- 0,82 pour la catégorie B si le service assure des activités en journées et une prise en charge de nuit;

- 1 pour la catégorie C si le service assure des activités en journées et une prise en charge de nuit;

3° le montant de la subvention par point est obtenu en divisant les crédits disponibles pour l'exécution du présent arrêté par le nombre de points octroyés à l'ensemble des services;

4° il est attribué à chaque service une subvention correspondant à la multiplication du montant visé sub 3° par les points qu'il promérite.

#### CHAPITRE III. — Procédure

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. La demande de subvention doit être introduite, par courrier, auprès des services de l'Agence au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année de la subvention.

Elle comporte les éléments visés à l'article 31 relatifs à l'année précédent l'année de la subvention.

§ 2. La subvention est calculée sur base des éléments de l'année précédente sur la base des éléments fournis lors de la demande.

§ 3. La subvention est liquidée aux services avant la fin du premier semestre de l'année de la demande.

**Art. 33.** Dans les trente jours de l'envoi de la demande de subvention, l'Agence adresse au demandeur un avis de réception du dossier, si celui-ci est complet.

Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété.

Dans les trente jours de l'envoi du dossier complété, l'Agence adresse au demandeur un avis de réception dudit dossier et précise si celui-ci est à présent complet.

**Art. 34.** Les services d'inspection de l'Agence évaluent le respect par le service des dispositions visées au titre II.

**Art. 35.** L'Agence statue dans les deux mois suivant la réception du dossier complet de demande de subvention.

**Art. 36.** La décision de l'Agence mentionne le montant de la subvention pour l'année concernée.

#### Titre 5 — Dispositions particulières

**Art. 37.** Lorsqu'il constate que l'une ou plusieurs des conditions et normes d'agrément et/ou de subventionnement visées aux titres II et IV ne sont pas ou plus respectées, le Comité de gestion peut, lors du renouvellement ou à tout autre moment, après audition des responsables du service, décider le maintien conditionnel, la suspension, le retrait total ou partiel de l'agrément ainsi que la réduction de la subvention annuelle.

En cas de maintien conditionnel, la décision doit être assortie d'obligations qui devront être remplies par le service dans un délai déterminé, à l'issue duquel le Comité de gestion peut décider de suspendre ou retirer l'agrément.

La suspension de l'agrément implique l'interdiction de prendre en charge de nouvelles personnes.

Quelle que soit la décision finale qu'il adopte, le Comité de gestion de l'Agence doit la notifier par lettre recommandée à la poste, ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi. Cette décision est exécutoire dès notification.

**Art. 38.** L'Agence communique au bourgmestre compétent ses décisions de refus, de suspension, de retrait total ou partiel de l'agrément, afin qu'il décide d'une éventuelle fermeture du lieu ou des lieux d'activités.

En cas de fermeture du lieu ou des lieux d'activités, l'Agence peut requérir la collaboration de tout service agréé et subventionné par elle pour assurer la prise en charge urgente des personnes handicapées ainsi évacuées.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Un recours contre les décisions visées aux articles 29, 36 et 37 peut être introduit auprès du Ministre par les responsables du service.

Le recours est envoyé, dans les trente jours de la notification de la décision, par lettre recommandée, ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Une copie du recours est immédiatement transmise à l'Agence par le Ministre.

§ 2. Le requérant ou son conseil est entendu par le Ministre ou son délégué. L'Agence peut également, à sa demande, être entendue.

§ 3. Le recours n'est pas suspensif.

**Art. 40.** Le Ministre envoie sa décision au requérant, par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, dans les trois mois de la réception du recours.

#### Titre 6. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 41.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément sans subventionnement de services organisant des activités pour personnes handicapées est abrogé.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Les services agréés dans le cadre de l'arrêté du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément sans subventionnement de services organisant des activités pour personnes handicapées conservent leur agrément jusqu'à l'expiration de celui-ci.

Les services ayant introduit une demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément sur laquelle il n'a pas encore été statué au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, verront leur demande traitée conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément sans subventionnement de services organisant des activités pour personnes handicapées.

§ 2. Les services mentionnés au § 1<sup>er</sup> peuvent également introduire une demande de subventionnement dans le cadre du présent arrêté.

**Art. 43.** L'accord du Comité de gestion de l'Agence rétroagira à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour les services qui auront introduit leur demande de premier agrément et/ou de subventionnement dans le mois suivant sa date de publication au *Moniteur belge*.

**Art. 44.** Par dérogation à l'article 32 la demande de subvention pour l'année civile 2008 peut être introduite, par courrier, au plus tard le 15 novembre 2008.

**Art. 45.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Namur, le 11 septembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
D. DONFUT

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3450

[2008/203491]

**11 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 24, 26 en 30;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning zonder subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 mei 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2008;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 29 mei 2008;

Gelet op advies 44.859/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 augustus 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Titel 1. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° Agentschap : het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées"

3° Minister : de Minister die voor het gehandicaptenbeleid bevoegd is;

4° gehandicapte persoon : elke gehandicapte persoon bedoeld in artikel 2 van het decreet die het voorwerp is van een principiële beslissing van het Agentschap waarbij besloten wordt tot de rechtmatigheid van een tussenkomst inzake de opvang, de huisvesting, de plaatsing in gezinnen, de vroegtijdige hulp, de integratiehulp, de begeleiding of de hulp in het dagelijks leven;

5° dienst : de diensten bedoeld in artikel 23, tweede en derde lid, en in artikel 24 van het decreet, die één of meer van de in punt 6° bedoelde activiteiten organiseren;

6° activiteiten : educatieve, therapeutische of sociale activiteiten ten gunste van personen gedurende een bepaalde periode en die betrekking hebben op de opvang, de huisvesting, de plaatsing in gezinnen, de vroegtijdige hulp, de integratiehulp, de begeleiding of de hulp in het dagelijks leven voor gehandicapte personen.

Die activiteit mag slechts verband houden met de begeleiding van personen die weer in een gezin opgenomen worden of die autonoom gaan leven in individuele of gemeenschappelijke woningen.

7° subregio's geografische zones die onder de in de artikelen 38 en 39 van het decreet bedoelde subregionale samenwerkingscommissies vallen.

**Titel 2. — Erkenningsvoorwaarden****HOOFDSTUK I. — Algemeen**

**Art. 3.** De diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren, kunnen een aanvraag om erkenning bij het Agentschap indienen voor zover :

1° ze bestemd zijn voor een bevolking die minstens 75 % gehandicapte personen telt;

2° ze voldoen aan de bepalingen inzake de sectorale programmering bedoeld in hoofdstuk VII.

**HOOFDSTUK II. — Verplichtingen betreffende de rechtspersoon en de directie van de dienst**

**Art. 4.** De dienst wordt beheerd door een overheid, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen en de stichtingen.

**Art. 5. § 1.** De dienst worden geleid door een directeur, die krachtens een geschreven delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid het dagelijks beheer van de dienst waarneemt hoe dan ook wat betreft :

a) de tenuitvoerlegging en opvolging van het pedagogisch project;

b) het personeelsbeheer;

c) het financieel beheer;

d) de toepassing van de geldende regelgevingen;

e) de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het Agentschap.

§ 2. In geval van verzuim of onregelmaat in de uitvoering van het mandaat van de directeur, verzoekt het Agentschap de inrichtende macht erom binnen de door hem bepaalde termijn de nodige maatregelen te treffen. Als de nodige maatregelen niet getroffen zijn na afloop van die termijn, maakt het Agentschap de zaak onmiddellijk aanhangig bij het Beheerscomité, dat beslist overeenkomstig de bepalingen van artikel 37.

**Art. 6. § 1.** Bij afwezigheid van de directeur moet een daartoe aangewezen personeelslid elk ogenblik en in dringende gevallen de geschikte maatregelen kunnen treffen en op de externe en interne behoeften kunnen inspelen.

§ 2. Tijdens de openingsuren van de activiteitenplaats(en) beschikt de directeur doorlopend over voldoende begeleidingspersoneel.

De directeur ziet toe op de gezondheid en de veiligheid van de personen en schenkt een bijzondere aandacht aan de moeilijkheden die ze wegens hun handicap zouden kunnen ondervinden. Hij ziet ook toe op het onderhoud en de netheid van de lokalen.

**Art. 7. § 1.** De minimale kwalificatienormen voor de directeur zijn vastgelegd als volgt :

1° als het aantal personen gelijk is aan zestien of meer, is hij hoe dan ook houder van een einddiploma of -getuigschrift met een sociale, pedagogische of paramedische oriëntering van het niveau van het voltijds hoger onderwijs van het korte type of sociale promotie;

2° als het aantal personen lager is dan zestien, is hij hoe dan ook houder van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair algemeen, technisch of beroepsonderwijs, met een sociale, pedagogische of paramedische oriëntering.

§ 2. In afwijking van § 1 kan het beheerscomité van het Agentschap beslissen de hoedanigheid van directeur te verlenen aan de persoon die de rechtspersoon als dusdanig aanwijst, ongeacht het diploma waarvan hij houder is, voorzover hij minimum drie jaar nuttige ervaring inzake beheer heeft in één van de volgende diensten :

1° een dienst bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het decreet;

2° een dienst gemachtigd om gehandicapte personen op te vangen;

3° een erkende dienst met als doel de opvang of de huisvesting van kinderen of bejaarde personen;

4° een zorginstelling.

### HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen betreffende het begeleidingspersoneel*

**Art. 8. § 1.** Behalve het personeel belast met de administratieve of de onderhoudstaken, is het begeleidingspersoneel hoe dan ook houder van één van de volgende titels :

1° einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

2° studie- of kwalificatiegetuigschrift inzake kinderverzorging;

3° studie- of kwalificatiegetuigschrift inzake gezins-sanitaire hulp of polyvalente hulp;

4° brevet van ziekenhuisverpleger(-verpleegster).

§ 2. In afwijking van § 1 kan het beheerscomité van het Agentschap beslissen de hoedanigheid van begeleidingspersoneelslid toe te kennen aan de persoon die de directie als dusdanig aanwijst, ongeacht het diploma waarvan dat personeelslid houder is, voor zover het minimum drie jaar nuttige ervaring inzake begeleiding of dienstenverstrekking heeft in één van de volgende diensten :

1° een dienst bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het decreet;

2° een dienst gemachtigd om gehandicapte personen op te vangen;

3° een erkende dienst met als doel de opvang of de huisvesting van kinderen of bejaarde personen;

4° een zorginstelling.

**Art. 9. § 1.** Wat betreft de diensten die gedeeltelijke activiteiten organiseren, uitsluitend overdag of uitsluitend 's avonds en 's nachts, zijn de minimumnormen inzake de prestaties van het begeleidingspersoneel vastgelegd als volgt :

1° als het aantal personen lager is dan zestien, presteert een begeleidingspersoneelslid minstens een vierdetijds voor de eerste vijf personen en vanaf zes personen minstens een bijkomende vierdetijds per volle schijf van drie personen;

2° als het aantal personen gelijk is aan zestien of meer, telt het begeleidingspersoneel minstens één persoon die voltijds presteert per volle schijf van zeven personen.

§ 2. Wat betreft de diensten die permanente activiteiten overdag en 's nachts organiseren, zijn de minimumnormen inzake de prestaties van het begeleidingspersoneel vastgelegd als volgt :

1° als het aantal personen lager is dan zestien, presteert een begeleidingspersoneelslid minstens een vierdetijds per persoon;

2° als het aantal personen gelijk is aan zestien of meer, telt het begeleidingspersoneel minstens één persoon die voltijds presteert per volle schijf van vier personen.

§ 3. Een voltijdse baan kan bekleed worden door verschillende leden die deeltijds presteren op voorwaarde dat ieder van hen houder is van de vereiste titel of, in voorkomend geval, het bewijs levert van de nuttige ervaring erkend overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 en dat het totaal van de prestaties van bedoeld deeltijdse personeel minstens gelijk is aan het totaal van de prestaties van een voltijds in dienst genomen personeel.

§ 4. De §§ 1 tot 3 zijn niet toepasselijk op de activiteiten bedoeld in artikel 2, 6°, tweede lid.

**Art. 10.** De dienst legt de afschriften van de vereiste diploma's, getuigschriften en attesten van de personeelsleden ter inzage van het Agentschap.

Bij hun indienstneming moeten de personeelsleden een getuigschrift van goed gedrag en zeden aan de dienst voorleggen en bewijzen dat ze niet veroordeeld werden tot correctionele straffen, wat onverenigbaar is met de functie, of tot criminele straffen.

**Art. 11.** Aan het eind van elk jaar bezorgt de dienst het Agentschap uiterlijk 31 maart een lijst van het personeel dat hij in de loop van dat jaar heeft tewerkgesteld. Die lijst wordt samengesteld volgens een model dat door het Agentschap wordt bepaald.

### HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen betreffende het personeelsbeheer*

**Art. 12.** De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar.

Het project van de dienst, zijn bijwerkingen en het jaarverslag over de evaluatie van de activiteit van de dienst worden in samenspraak met het begeleidingspersoneel opgesteld en hem doorlopend ter inzage gelegd.



**Art. 13.** Op grond van het project van de dienst stelt de dienst een opleidingsplan op voor het begeleidingspersoneel. Dat plan loopt minstens twee jaar.

Het plan, opgesteld na overleg tussen de betrokken actoren, bepaalt de nagestreefde doelstellingen. Het omschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van zijn project en de ontwikkeling van de bevoegdheden van het personeel. Het bepaalt de criteria, de modaliteiten en de periodiciteit voor de evaluatie van die drie aspecten. Het bevat zowel de door het Agentschap voorgestelde opleidingen als andere programma's.

Wat betreft het personeel van de diensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het in het eerste lid bedoelde vormingsprogramma in de lijn van het vormingsprogramma dat werd uitgewerkt op initiatief van de gewestelijke vormingsraad, ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de gewestelijke vormingsraad voor de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië.

#### HOOFDSTUK V. — *Verplichtingen betreffende de opvang van personen*

**Art. 14.** § 1. De opvang van personen is onderworpen aan het sluiten van een overeenkomst tussen de rechtspersoon en de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger.

De overeenkomst vermeldt hoe dan ook :

- 1° de identiteit van de partijen, de woonplaats, de nationaliteit en de geboortedatum van de persoon;
- 2° de diensten die aan de persoon verstrekt worden, met name inzake alimentatie, hygiëne, gezondheidszorg en begeleidingsactiviteiten;
- 3° het bedrag van de financiële bijdrage die de kosten van de verstrekte diensten dekt;
- 4° de looptijd ervan;
- 5° de opzegvoorwaarden voor elke ondertekenende partij, met name de duur van de vooropzeg en de omstandigheden die aanleiding kunnen geven tot de heroriëntering of het ontslag van de persoon;
- 6° de risico's in overweging genomen door de polisverzekering die de burgerlijke aansprakelijkheid dekt van de dienst of van de personen voor wie hij aansprakelijk is;
- 7° rekening houdende met de vrije keuze van de geneesheer door de persoon of, desgevallend, door zijn wettelijke vertegenwoordiger, de identiteit en de personalia van de geneesheer die bevoegd is om toe te zien op het geven van de medicijnen en op de zorgen verstrekt aan de persoon;
- 8° de openingsdagen en -uren van de dienst;
- 9° de modaliteiten voor de bescherming van de persoon wat betreft het in bewaring geven van de goederen, garanties en waarden die aan de directie worden toevertrouwd, alsook de modaliteiten voor het eventuele beheer daarvan;
- 10° de modaliteiten betreffende de toegang van de opvangplaats voor de familieleden, de vrienden, de geestelijken en de leke raadslieden wiens aanwezigheid gevraagd wordt door de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger;
- 11° dat de directie het respect van het privéleven van de persoon garandeert, alsook van zijn ideologische, filosofische en religieuze overtuigingen, en van het goed zedelijk gedrag;
- 12° dat de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger het recht heeft om uitvoerig ingelicht te worden over alle vraagstukken i.v.m. zijn opvang.

§ 2. De overeenkomst mag niet na de effectieve opvang van de persoon gesloten worden.

§ 3. De diensten geven het gewestelijk bureau dat de geografische zone bestrijkt waaronder ze ressorteren binnen drie dagen kennis van de berichten van aankomst en vertrek van de gehandicapte personen die ze opvangen of huisvesten.

**Art. 15.** Het bedrag van de financiële bijdrage bedoeld in artikel 14, § 1, tweede lid, 3°, mag, wat de gehandicapte personen betreft, niet hoger zijn dan 150 % van de bedragen bedoeld in de artikelen 40 tot 47 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

**Art. 16.** Onderstaande kosten kunnen als toeslag bovenop dat maximumbedrag geëist worden voorzover ze niet het voorwerp uitmaken van een wettelijke of reglementaire tegemoetkoming :

- 1° het deel van de prothesekosten dat voor rekening van de gehandicapte persoon blijft;
- 2° de vervoerskosten die de gehandicapte persoon betaalt om zich van de dienst naar zijn woonplaats, zijn werk of een onderwijsinrichting te begeven en omgekeerd;
- 3° de schoolkosten;
- 4° de specifieke kosten i.v.m. incontinentie;
- 5° de kosten voor technische hulpmiddelen zoals wagentjes en andere mechanische of elektrische voorzieningen;
- 6° het deel van de farmaceutische kosten die niet gedekt worden door de tegemoetkoming van een verzekeringsinstelling;
- 7° de kosten om de gehandicapte persoon op zijn verzoek of op verzoek van zijn wettelijke vertegenwoordiger een comfort of ontplooiings- en recreatiemogelijkheden te waarborgen die niet inspelen op vitale behoeften.

#### HOOFDSTUK VI. — *Verplichtingen betreffende de lokalen en installaties*

**Art. 17.** § 1. Naast hun toegankelijkheid naargelang van de handicap van de personen voldoen de activiteitenplaatsen overdag aan de volgende minimumnormen :

- 1° ze worden regelmatig onderhouden en zijn het voorwerp van alle nodige hygiëne- en preventiemaatregelen;
- 2° ze zijn uitgerust om brand te voorkomen en te bestrijden;
- 3° ze worden voldoende verlucht en verlicht en hebben een minimumtemperatuur van 20° C wanneer ze toegankelijk zijn voor personen;
- 4° ze zijn beveiligd wat betreft de opening en de sluiting van ramen en deuren en de toegang tot de directe omgeving;
- 5° ze zijn functioneel en voldoende uitgerust wat keuken en meubilair betreft, waarbij het meubilair aangepast is aan de handicaps van de personen;
- 6° ze beschikken over voldoende aparte en gepaste sanitaire installaties, met minstens één toilet voor tien personen;
- 7° naast de toiletten en de eetkamer zijn wastafels geïnstalleerd.

§ 2. Behalve de naleving van de minimumnormen bedoeld in § 1 voldoet de huisvestingsplaats aan de volgende minimumnormen :

1° ze beschikt over kamers die uitgerust zijn om een vlot toezicht toe te laten, waarbij het privé-leven gerespecteerd wordt en de aan de personen voorbehouden ruimte niet kleiner is dan :

a) 8 m<sup>2</sup> per persoon in een individuele kamer;

b) 3 m<sup>2</sup> per persoon onder 3 jaar, 5 m<sup>2</sup> per persoon tussen 3 en 5 jaar en 6 m<sup>2</sup> per persoon boven 5 jaar in een gemeenschappelijke kamer, waarbij de ruimte tussen de bedden zowel in de lengte als in de breedte niet kleiner is dan 80 centimeter;

2° ze beschikt over een beveiligd bad of douche per schijf van twaalf personen;

3° ze beschikt over nachtverlichting.

§ 3. Behalve de naleving van de minimumnormen bedoeld in de §§ 1 en 2 mogen niet meer dan zes personen per huisvestingsplaats autonoom leven in individuele of gemeenschappelijke woningen bedoeld in artikel 2, 6°, laatste lid.

**Art. 18.** De installatie van een teleteozichtsysteem in een huisvestingsplaats is onderworpen aan de instemming van het Beheerscomité van het Agentschap.

Het teleteozichtsysteem is het meest geschikte middel om betrokken personen de veiligheid en de zorgkwaliteit te garanderen die hun handicap vereist.

De persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger moet instemmen met de installatie en een weigering mag niet de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg hebben.

Beeldopname is verboden, behalve voor therapeutische doeleinden.

Het Beheerscomité van het Agentschap wint het advies in van de bevoegde Raad van Advies.

#### HOOFDSTUK VII. — *Verplichtingen inzake sectorale programmering*

**Art. 19.** Om een aanvraag om erkenning bij het Agentschap in te dienen, voldoen de diensten aan één van de volgende programmeringsvoorwaarden :

1° ze bieden bijkomende diensten of opvangmogelijkheden aan naast die aangeboden door de erkende en gesubsidieerde residentiële diensten, dagonthaaldiensten, diensten voor plaatsing in gezinnen, voor vroegtijdige hulp, integratiehulp, begeleiding of hulp in het dagelijks leven van hun subregio;

2° ze bieden diensten of opvangmogelijkheden aan die niet of onvoldoende ontwikkeld zijn in hun subregio;

3° ze begeleiden gehandicapte personen uit categorieën waarvoor onvoldoende of geen diensten worden aangeboden door de erkende en gesubsidieerde residentiële diensten, dagonthaaldiensten, diensten voor plaatsing in gezinnen, voor vroegtijdige hulp, integratiehulp, begeleiding of hulp in het dagelijks leven van hun subregio.

**Art. 20.** Vooraleer het agentschap een beslissing neemt, verzoekt het de subregionale coördinatiecommissies om advies over de programmeringstoestanden bedoeld in artikel 19.

### Titel 3. — *Erkenning van de diensten*

#### HOOFDSTUK I. — *Erkenningsaanvraag*

##### *Afdeling 1. — Aanvraag om eerste erkenning*

**Art. 21.** De aanvraag om eerste erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan het Agentschap gericht. Ze gaat vergezeld van de volgende documenten en inlichtingen :

1° een dienstontwerp waarin wordt bepaald hoe de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden;

2° een huishoudelijk reglement;

3° een nota met opgave van de aard en het type activiteiten, het aantal personen dat men overweegt te begeleiden, hun geslacht en leeftijd;

4° de identiteit van de directeur van de dienst, zijn getuigschrift van goed zedelijk gedrag (minder dan drie maanden oud), dat vrij is van elke criminele of correctionele straf die onverenigbaar is met de functie, alsook de geschreven delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht bedoeld in artikel 5;

5° een afschrift van het of de diploma's van de directeur;

6° een attest betreffende de conformiteit van de activiteitsplaats(en) dat minder dan een jaar geleden afgegeven werd door de gemeentelijke dienst of de gewestelijke brandweerdienst wat betreft de diensten die personen collectief opvangen. Dat attest specificeert de opvangcapaciteit en de aard van de infrastructuur;

7° de referenties die nuttig zijn bij het zoeken naar de statuten van de diensten in het *Belgisch Staatsblad*;

8° een model van de type-overeenkomst gesloten tussen de personen en de beheerder.

Het huishoudelijk reglement bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

1° de nauwkeurige identificatie (naam, zetel, aard, rechtsvorm) van de rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het beheer van de dienst;

2° de doelstellingen van de dienst en alle activiteiten die hij aanbiedt;

3° desgevallend, de bijzondere toelatingsvoorwaarden, met name i.v.m. de proefperiode, de specifieke kenmerken van de personen zoals leeftijd, geslacht en handicap(s);

4° de omstandigheden die aanleiding kunnen geven tot de heroriëntering of het ontslag van de persoon uit de dienst en de duur van de vooropzeg;

5° de modaliteiten voor het indienen van de klachten, voorstellen en eventuele opmerkingen en de behandelingswijze daarvan;

6° de wederzijdse rechten en plichten van de personen, van hun wettige vertegenwoordiger en van de dienst;

7° de risico's gedekt door de verzekeringspolissen die de dienst heeft gesloten.

**Art. 22.** Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag om eerste erkenning stuurt het Agentschap bij aangetekend schrijven een bericht van ontvangst van het dossier naar de aanvrager als het volledig is.

Als het dossier onvolledig is, verwittigt het Agentschap de aanvrager volgens dezelfde procedure en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Binnen dertig dagen na verzending van het volledige dossier stuurt het Agentschap een bericht van ontvangst van het dossier naar de aanvrager als het volledig is.

*Afdeling 2. — Aanvraag om hernieuwing van de erkenning*

**Art. 23.** De aanvraag om hernieuwing wordt uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de erkenning bij ter post aangetekend schrijven naar het Agentschap gestuurd. De termijn van zes maanden wordt tot twee maanden ingekort als de erkenning voor één jaar of minder wordt toegekend.

**Art. 24.** De aanvraag om hernieuwing gaat vergezeld van de stukken bedoeld in artikel 21, eerste lid, 1°, 2°, en 6°.

Als wijzigingen worden aangebracht in de stukken vereist krachtens artikel 21, eerste lid, 3°, 4°, 5°, 7° en 8°, worden de gewijzigde stukken bijgevoegd.

**Art. 25.** De dienst blijft voorlopig erkend totdat het Beheerscomité zijn beslissing getroffen heeft.

*HOOFDSTUK II. — Beslissing tot erkenning*

**Art. 26.** De inspectiediensten van het Agentschap gaan na of de dienst voldoet aan de verschillende erkenningsvoorwaarden en -normen bedoeld in titel II. Een verslag daarover wordt aan de leden van het Beheerscomité overgemaakt om zijn besluitvorming te vergemakkelijken.

**Art. 27.** Het Beheerscomité beslist binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier betreffende de eerste erkenning of de hernieuwing.

**Art. 28.** De beslissing van het Agentschap vermeldt :

- 1° de begin- en einddatum van de erkenning;
- 2° het type toegelaten activiteiten en de aard ervan;
- 3° het maximumaantal begeleidbare personen;
- 4° de plaats(en) waar de dienst zijn activiteiten uitoefent.

**Art. 29.** De erkenning wordt toegekend voor een periode van maximum drie jaar. Ze kan hernieuwd worden.

**Titel 4. — Subsidiëring van de erkende diensten***HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen*

**Art. 30.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten kunnen de in het kader van dit besluit erkende diensten op eigen verzoek een jaarlijkse subsidie genieten bij wijze van tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten.

De personeels- en werkingskosten komen slechts in aanmerking voor een subsidie als ze niet door een andere financieringsbron gedekt worden.

*HOOFDSTUK II. — Berekening van de subsidie*

**Art. 31.** Het bedrag van de jaarlijkse subsidie voor het betrokken jaar wordt berekend als volgt :

1° voor elke dienst en voor elke categorie tenlasteneming A, B en C, zoals bepaald in artikel 21 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, wordt het aantal voltijdsequivalenten (hierna VTE) gehandicapte personen, ongeacht hun leeftijd, die tijdens het vorige kalenderjaar in aanmerking zijn gekomen voor activiteiten van de erkende dienst, berekend als volgt.

Het voltijdsequivalent van elke persoon die de dienst tijdens het betrokken jaar heeft bezocht, wordt verkregen na deling door 365 van het aantal dagen inbegrepen tussen :

- de datum van opvang door de dienst van de gehandicapte persoon als die datum in het betrokken kalenderjaar inbegrepen is of 1 januari van het betrokken jaar als de opvang vóór 1 januari van dat kalenderjaar heeft plaatsgevonden;

- en de datum waarop de gehandicapte persoon de dienst heeft verlaten als die datum in het betrokken kalenderjaar inbegrepen is of 31 december van dit kalenderjaar als het verlaten na het betrokken of niet-aangegeven jaar plaatsvindt;

De dag waarop hij door de dienst wordt opgevangen en de dag waarop hij hem verlaat zijn inbegrepen in het aantal dagen die voor die berekening in aanmerking komen.

De som van de resultaten die voor elke persoon per categorie handicap behaald worden, is het aantal VTE van de dienst. Die som mag niet hoger zijn dan de erkende capaciteit van de dienst;

2° het aantal punten van de erkende dienst wordt verkregen door de som van de resultaten van VTE van de dienst voor elke categorie handicap te vermenigvuldigen met een coëfficiënt gelijk aan :

- 0,175 voor categorie A als de dienst dagactiviteiten organiseert;
- 0,1775 voor categorie B als de dienst dagactiviteiten organiseert;
- 0,25 voor categorie C als de dienst dagactiviteiten organiseert;
- 0,705 voor categorie A als de dienst slechts voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;
- 0,7275 voor categorie B als de dienst slechts voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;
- 0,75 voor categorie C als de dienst slechts voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;
- 0,78 voor categorie A als de dienst dagactiviteiten organiseert en voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;
- 0,82 voor categorie B als de dienst dagactiviteiten organiseert en voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;
- 1 voor categorie C als de dienst dagactiviteiten organiseert en voor een tenlasteneming 's nachts zorgt;

3° het bedrag van de subsidie per punt wordt verkregen door de voor de uitvoering van dit besluit beschikbare kredieten te delen door het aantal punten toegekend aan het geheel van de diensten;

4° elke dienst krijgt een subsidie gelijk aan het resultaat van de vermenigvuldiging van het in 3° bedoelde bedrag door de punten die hij verdient.

## HOOFDSTUK III. — Procedure

**Art. 32.** § 1. De subsidieaanvraag wordt uiterlijk 1 maart van het subsidiejaar per post gericht aan de diensten van het Agentschap.

Ze bevat de gegevens bedoeld in artikel 31 die betrekking hebben op het jaar dat aan het subsidiejaar voorafgaat.

§ 2. De subsidie wordt berekend op basis van de gegevens van het vorige jaar op grond van de elementen verstrekt bij de aanvraag.

§ 3. De subsidie wordt aan de diensten uitbetaald voor het einde van het eerste kwartaal van het jaar van de aanvraag.

**Art. 33.** Het Agentschap richt binnen dertig dagen na verzending van de subsidieaanvraag een bericht van ontvangst van het dossier aan de aanvrager, indien het volledig is.

Indien het dossier niet volledig is, geeft het Agentschap de aanvrager daar kennis van volgens dezelfde procedure en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Binnen dertig dagen na toezending van het volledige dossier bezorgt het Agentschap de aanvrager een bericht van ontvangst en laat het hem weten dat het volledig is.

**Art. 34.** De inspectiediensten van het Agentschap gaan na of bepalingen van titel II in acht genomen worden door de dienst.

**Art. 35.** Het Agentschap spreekt zich uit binnen twee maanden na ontvangst van het volledige subsidiedossier.

**Art. 36.** Het subsidiebedrag voor het betrokken jaar wordt in de beslissing van het Agentschap vermeld.

## Titel 5. — Bijzondere bepalingen

**Art. 37.** Indien het Beheerscomité vaststelt dat één of verschillende van de erkenningsvoorwaarden en -normen bedoeld in de titels II en IV niet of niet meer zijn vervuld, kan het bij de hernieuwing of op elk ander tijdstip, na verhoor van de verantwoordelijken van de dienst, beslissen de erkenning voorwaardelijk te behouden, op te schorten of geheel of gedeeltelijk in te trekken, alsook de jaarlijkse subsidie te verminderen.

Bij voorwaardelijk behoud wordt de beslissing gekoppeld aan verplichtingen die de dienst moet nakomen binnen een bepaalde termijn, na afloop waarvan het beheerscomité kan beslissen tot de opschorting of de intrekking van de erkenning.

De intrekking van de erkenning houdt in dat het verboden is nieuwe personen ten laste te nemen.

Ongeacht zijn eindbeslissing, moet het Beheerscomité van het Agentschap ze bij ter post aangetekend schrijven betekenen, of door elke ander middel dat een vaste datum aan de verzending verleent. Die beslissing is uitvoerbaar zodra ze betekend wordt.

**Art. 38.** Het Agentschap geeft de bevoegde burgemeester kennis van zijn beslissingen tot weigering, opschorting, gehele of gedeeltelijke intrekking van de erkenning, opdat hij kan besluiten tot een eventuele sluiting van de activiteitenplaats(en).

In geval van sluiting van de activiteitenplaats(en) kan het Agentschap verzoeken om de samenwerking van elke door hem erkende en gesubsidieerde dienst met het oog op de dringende tenlasteneming van de geëvacueerde gehandicapte personen.

**Art. 39.** § 1. De verantwoordelijken van de dienst kunnen bij de Minister beroep instellen tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 29, 36 en 37.

Het beroep wordt binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven verstuurd, of door elke ander middel dat een vaste datum aan de verzending verleent.

De Minister bezorgt het Agentschap onmiddellijk een afschrift van het beroep.

§ 2. De verzoeker of diens raadsman wordt door de Minister of diens afgevaardigde gehoord. Het Agentschap kan ook op eigen verzoek gehoord worden.

Het beroep is niet opschortend.

**Art. 40.** De Minister stuurt zijn beslissing binnen drie maanden na ontvangst van het beroep naar de verzoeker, bij aangetekend schrijven of door elke ander middel dat een vaste datum aan de verzending verleent.

## Titel 6. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 41.** Het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning zonder subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren wordt opgeheven.

**Art. 42.** § 1. De diensten erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning zonder subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren behouden hun erkenning tot ze verstrijkt.

De aanvragen tot erkenning of tot hernieuwing van erkenning in verband waarmee op de datum van inwerkingtreding van dit besluit nog geen beslissing is genomen, worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning zonder subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren.

§ 2. De diensten bedoeld in § 1 kunnen ook een subsidieaanvraag indienen in het kader van dit besluit.

**Art. 43.** De instemming van het Beheerscomité van het Agentschap heeft terugwerkende kracht op de datum van inwerkingtreding van dit besluit voor de diensten die hun aanvraag om eerste erkenning en/of subsidiëring indienen binnen de maand na de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 44.** In afwijking van artikel 32 kan de subsidieaanvraag voor het kalenderjaar 2008 uiterlijk 15 november 2008 per post ingediend worden.

**Art. 45.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2008.

Namen, 11 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Sociale Actie en Gezondheid, en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT